

## **Ouverture Maison de justice et du droit de St Julien en Genevois**

Jeudi 28 avril 2011

---

Monsieur le député (Claude Birraux),  
Monsieur le Sénateur (Pierre HERISSON)  
Monsieur le Préfet, messieurs les sous préfets,  
Monsieur le maire (Jean-Michel Thenard),  
Monsieur le président de la communauté de communes,  
Mesdames et messieurs les élus,  
Messieurs les chefs de cour,  
Messieurs les chefs de juridiction,  
  
Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis d'inaugurer aujourd'hui la maison de justice et du droit de Saint Julien en Genevois : la 131<sup>ème</sup> MJD que nous ouvrons sur le territoire national et la 8<sup>ème</sup> des maisons de justice et du droit dites de « nouvelle génération » - qui offrent à nos concitoyens les technologies les plus performantes pour accéder au droit et à la justice.

L'ouverture de cette nouvelle MJD est un moment important dans la vie d'une commune ; elle témoigne aussi de la vitalité de notre politique d'accès au droit – qui nous permet de disposer désormais d'un véritable réseau national de structures d'accès au droit et à la justice.

Cette ouverture en augure d'autres : le réseau s'étendra encore dans les prochains mois avec la mise en place de 9 nouvelles MJD – dont 4 verront le jour avant la fin de cette année, et 5 en 2012. Leur implantation sur tout le territoire et en particulier dans des zones rurales ou de petites communes constitue une priorité, à laquelle je suis très attaché – car j'entends les attentes de nos concitoyens, et les besoins de droit et de justice qu'ils expriment. Je vous sais soucieux, Monsieur le député, Messieurs les élus locaux, de garantir l'accès de nos concitoyens à l'ensemble des services publics, et en particulier au service public de la justice. J'en ai d'ailleurs été moi-même un ardent défenseur en tant que ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire, et les assises des territoires ruraux, organisées sous mon égide en 2009, ont très largement démontré la nature des besoins et le sens des réponses à apporter.

La nouvelle MJD a vu rapidement le jour grâce à la conjugaison de nos efforts. L'engagement pris auprès de votre commune, il y a près d'un an, est aujourd'hui honoré. Le ministère de la Justice a investi financièrement pour donner vie au projet, aménager ses locaux et mettre à disposition des technologies modernes (cela représente plus de 100 000 euros). Ce projet est véritablement « sorti de terre » grâce à l'implication remarquable à nos côtés des acteurs locaux et à celle des chefs de juridictions (Benjamin Deparis et Patrick Steinmetz) qui se sont investis pour assurer le suivi du projet. Je veux exprimer mes remerciements à Monsieur le député Claude Birraux qui appuyé la démarche ; je veux aussi remercier la Commune et la communauté de communes qui ont mis à disposition le terrain sur lequel a été construit ce nouveau bâtiment qui accueille la MJD ainsi que d'autres services publics, et qui a fait des efforts considérables en termes de recrutement de personnel pour participer à son bon fonctionnement.

L'occasion m'est donnée ici d'encourager également toutes celles et tous ceux qui, depuis début avril, accueillent nos concitoyens à la MJD de Saint-Julien en Genevois – acteurs de la justice (greffier, personnels du SPIP et de la PJJ, délégué du procureur), professionnels du droit, associations, personnels recrutés par la commune... Par cette conjonction des talents, nos maisons de justice et du droit disposent de ressources inestimables et de véritables compétences pour offrir des services d'accès au droit, à la fois riches et diversifiés.

Nos concitoyens nous le disent : ils attendent une **information juridique claire et adaptée à leurs besoins** – ils veulent être mis en mesure de mieux connaître leurs droits et leurs obligations juridiques ; ils veulent être accompagnés dans leurs démarches juridiques ou judiciaires – car ils se sentent souvent perdus dans cet univers qui peut leur paraître complexe. Cette information, cet accompagnement, ils peuvent désormais les trouver, gratuitement, dans ces structures de proximité que sont les maisons de justice et du droit. Certains de nos concitoyens sont confrontés à des situations difficiles, souvent déstabilisantes : l'intervention des associations d'aide aux victimes dans les MJD est aussi un soutien, un conseil et une écoute indispensables. Je tiens d'ailleurs à leur rendre hommage, ainsi qu'à l'INAVEM, pour cette action remarquable et pas suffisamment valorisée, qui permet d'accompagner les personnes en souffrance et de leur redonner l'occasion de retrouver de l'espoir et de la dignité.

L'ouverture d'une nouvelle MJD, c'est **l'assurance pour tous d'accéder facilement aux services de la justice**, et d'y accéder près de chez eux.

Après la mise en œuvre de la réforme de la carte judiciaire, le ministère de la Justice a choisi d'implanter prioritairement les nouvelles MJD dans les territoires ruraux et de les doter de nouvelles technologies performantes. Pour vous, les juridictions les plus proches se situent à Thonon-les-Bains (plus de 50 km ce qui pour l'accomplissement de démarches simples constitue un déplacement non négligeable) – la MJD est donc une chance – elle disposera bientôt d'une borne visio par laquelle chacun pourra entrer en contact avec un greffier du TGI pour échanger, s'informer mais également, et ce point est essentiel, pour transmettre des documents dématérialisés. Vous gagnerez du temps dans vos démarches, et la justice gagnera en efficacité – en apportant au justiciable une réponse rapide dans les meilleurs délais.

La justice est très présente au sein des MJD. Avec les délégués du procureur – qui pourront dispenser les mesures alternatives aux poursuites. Avec des audiences foraines et de cabinet – qui pourraient à terme être mises en place à St-Julien en Genevois. Une telle réponse de proximité c'est un vrai service rendu au justiciable mais c'est aussi la garantie d'une meilleure exécution des décisions de justice sur le territoire. En rapprochant la justice de nos concitoyens, nous renforçons leur confiance dans l'institution judiciaire et nous nous assurons d'un accès effectif de tous à la justice. Je suis très attaché à ce principe fondamental dans un Etat de droit, nous devons tout mettre en œuvre pour en garantir l'effectivité : une justice plus proche c'est aussi une justice mieux comprise.

Saint-Julien en Genevois se dote d'une MJD nouvelle génération, qui met à la disposition de chacun des technologies modernes et des services de justice de proximité. La MJD de Saint-Julien est aussi un modèle unique en France, qui innove par son caractère transfrontalier. Votre commune est à quelques kilomètres de la Suisse (nombre d'entrevous y travaillent), on ne pouvait ignorer cette réalité et la MJD en tient compte pour apporter des réponses à des interrogations juridiques spécifiques – une association genevoise d'accès au droit intervient donc dans la nouvelle structure pour apporter une information sur le droit transfrontalier. Résider dans une région transfrontalière ce sont en effet d'autres questionnements en droit de la famille, en droit du travail etc. je connais bien cette question car j'ai eu aussi à

les faire avancer dans mes précédentes fonctions ministérielles, en particulier dans le cadre de la collaboration entre notre pays et le Luxembourg.

Cette réalité est tellement forte chez vous, que bientôt Saint-Julien sera relié à Genève par le tramway ; vous remarquerez qu'il passera juste devant la MJD. Dans ces conditions, mesdames, messieurs les élus, votre motivation pour cette dimension transfrontalière, reposant sur des questions du quotidien qui interpellent vos concitoyens, se comprend encore mieux. Je me réjouis qu'ici, sur un socle d'activité national, correspondant aux missions traditionnelles de ces maisons de justice et du droit, vous ayez ainsi ajouté une dimension supplémentaire, relevant du transfrontalier, qui sera indéniablement une plus value pour le territoire.

Innovante, proche et utile, la MJD est une structure appréciée de nos concitoyens, parce qu'ils savent pouvoir accéder à un service de qualité et gratuit. Cette politique ce sont les MJD mais ce sont aussi d'autres structures – on compte ainsi sur le territoire plus de 1 000 points d'accès au droit. Ce maillage territorial est fondamental : l'accès de tous au droit et à la justice, l'accès effectif sur l'ensemble du territoire est une garantie essentielle pour permettre à chacun de faire valoir et défendre ses droits. Cette proximité est aussi la garantie d'un règlement plus efficace des conflits. Je sais pouvoir compter sur une collaboration étroite et efficace de tous les acteurs de terrain, et vous pouvez être assuré de mon soutien dans la conduite de vos actions pour l'accès au droit et à la justice.